

**PROJETS
& ENJEUX
PUBLICS**

A S E A

NOS FORMATIONS 2022

Contrats & marchés publics

Urbanisme - immobilier - Environnement

Collectivités territoriales - Tourisme



Formations

Le **Cabinet ASEA** a été créé en décembre 2012 par **M° Aldo SEVINO** (inscrit aux Barreaux de Lyon et de Turin).

Le Cabinet ASEA intervient exclusivement dans les domaines des contrats publics, du droit immobilier, du droit de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, du droit des collectivités territoriales et du droit du tourisme. Les Avocats du Cabinet ASEA ont suivi un cursus universitaire spécialisé en droit public et disposent, par ailleurs, de deux mentions de spécialisation en Droit public et en Droit de l'immobilier.

Le Cabinet d'Avocats ASEA est organisé autour de 3 Pôles de spécialité propre :

Le Pôle « Contrats publics »

Le Pôle « Urbanisme-Aménagement-Environnement »

Le Pôle « Droit des collectivités territoriales et droit du tourisme »

En partenariat avec le Cabinet d'Avocats ASEA, **Projets & Enjeux Publics** propose, chaque année, **un programme de formations liées à l'actualité juridique**, afin de permettre aux élus et aux différents responsables de collectivités territoriales ou d'entreprises, de maîtriser les outils juridiques et les procédures administratives applicables à leurs activités.

Outre le programme proposé pour l'année 2022, Projet et Enjeux Publics et le Cabinet d'Avocats ASEA organisent également, sur demande, **des formations spécifiques dispensées en intra**, sur les thématiques souhaitées par leurs clients.

Contact

WWW.PROJETS-ET-ENJEUX-PUBLICS.FR

WWW.ASEA-AVOCATS.COM

Par mail : cravellechapis@asea-avocats.com

Par téléphone : 04 37 24 29 99



Petits-déjeuners et Webinaires

Le Cabinet ASEA organise également, **tous les 1er jeudi du mois de 9h à 10h**, un petit-déjeuner sur des sujets dictés par l'actualité juridique.

Ces petits déjeuners se tiennent dans les locaux du Cabinet ASEA au : 16, rue Jean Desparmet 69008 à Lyon. Ils sont également retransmis durant la période de confinement en Webinaire.

Enfin, le Cabinet ASEA propose une série de **webinaires** en droit de l'urbanisme, droit des marchés publics, droit de la commande publique, droit des collectivités territoriales et droit du tourisme.

« ACTUALITÉ JURIDIQUE DU DROIT DE LA CONSTRUCTION »

Le 25 Janvier 2022

S'inscrire sur Zoom

« ACTUALITÉ JURIDIQUE DU DROIT DES MARCHÉS PUBLICS »

Le 10 Mars 2022

S'inscrire sur Zoom

« DROIT DES MARCHÉS PUBLICS ITALIENS »

Le 12 Mai 2022

S'inscrire sur Zoom

« ACTUALITÉ JURIDIQUE DU DROIT DE L'URBANISME ET DE L'AMÉNAGEMENT »

Le 05 Juillet 2022

S'inscrire sur Zoom

« ACTUALITÉ JURIDIQUE DU DROIT DU TOURISME »

Le 22 Septembre 2022

S'inscrire sur Zoom

« ACTUALITÉ JURIDIQUE DU DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES »

Le 17 Novembre 2022

S'inscrire sur Zoom

La participation aux webinaires et aux petits-déjeuners est gratuite.

Modalités pédagogiques

LES FORMATIONS «PROJETS & ENJEUX PUBLICS»

Les formations proposées sont articulées de manière à permettre aux participants de maîtriser parfaitement le cadre législatif, réglementaire et jurisprudentiel abordés. Les formations sont assurées personnellement par les avocats du Cabinet ASEA partenaire historique de Projets et Enjeux Publics.

L'intervention est articulée en trois temps, à savoir :

- Un exposé de l'état du droit
- Un retour d'expérience opérationnelle et pratique
- Une session de Questions / Réponses avec les participants et/ou des cas pratiques

Les formations sont constituées avec un équilibre théorie / pratique. Lorsque cela s'avère opportun des études de cas et des mises en pratique ou en situation sont proposées aux participants.

Un support pédagogique est remis aux participants, de manière dématérialisée, avant la tenue de la formation.

Principes pédagogiques

- Nos formations sont volontairement limitées à une douzaine de participants.
- Les formations se déroulent en présentiel ou en classe virtuelle.
- Un questionnaire préalable dit « questionnaire pédagogique » est adressé aux participants pour recueillir leurs besoins et attentes spécifiques. Il est transmis aux intervenant(e)s avant la formation, leur permettant de s'adapter aux publics.
- De même, toute formation se clôture par une évaluation à chaud de la satisfaction du stagiaire sur le déroulement, l'organisation et les activités pédagogiques de la formation.
- Les intervenant(e)s évaluent également la session.
- Une évaluation peut, sur demande, être mise en place 6 mois et 12 mois pour s'assurer de l'ancrage des acquis et du transfert de compétences en situation professionnelle, soit par téléphone soit par questionnaire en ligne.

Lieu

Lyon. Les formations en intra organisées spécifiquement pour un client peuvent être réalisées sur tout le territoire métropolitain ou dans les DOM.

Durée de la formation

Les formations durent, selon le thème, entre 1/2 journée (8h30-12h) et 1 journée (9h-12h et 13h30-17h30). Elles peuvent également être réalisées en webinaires.

Tarifs

350 € HT pour ½ journée et 500 € HT pour 1 journée (repas compris).

ORGANISATION DE FORMATION «A LA CARTE»

Exemples de formations juridiques pouvant être organisées en intra

Outre les formations programmées pour 2021, Projets & Enjeux Publics et le Cabinet ASEA sont en mesure d'organiser toutes formations juridiques que vous souhaiteriez mettre en place, notamment sur les thèmes suivants :

- Les compensations écologique et agricole
- La création et la gestion d'un tiers-lieu
- Les nouvelles règles d'occupation du domaine public
- Valoriser le domaine public
- Les montages d'opérations de travaux
- La stratégie d'achat public
- Les implications juridiques du BIM
- Les collectivités publiques et l'enjeu numérique : RGPD, Big DATA,
- Dématérialisation des marchés publics
- Pratiquer la ZAC
- La maîtrise foncière : Stratégie et outils
- Mener une opération d'aménagement
- Les outils pour une revitalisation du commerce en centre-ville
- Dématérialisation des permis de construire
- Audit des permis de construire
- Fusion d'associations
- Création et gestion d'un office de tourisme
- Maîtriser les outils du sourcing

Projet et enjeux Publics et le Cabinet ASEA sont en mesure d'étudier toute demande de formation spécifique.

RENSEIGNEMENTS & INSCRIPTIONS

Par mail : cravellechapuis@asea-avocats.com

Par téléphone : 04 37 24 29 99



MAITRE ALDO SEVINO

Après avoir successivement exercé les fonctions de Chargé de mission auprès d'un maire d'une Ville de la région parisienne, puis de Directeur des affaires juridiques et sociales d'une entreprise de BTP, **Maître Aldo SEVINO** a prêté serment en 1997.

Titulaire d'un Certificat d'aptitude professionnelle à l'exercice de l'activité d'avocat délivré par l'École de formation du Barreau de Paris, d'un Master II Droit des collectivités territoriales – Droit des marchés publics – Droit de l'urbanisme et d'un Master II Évaluation des politiques publiques de l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Il conseille et représente notamment les différents acteurs à l'acte de l'aménagement et de la construction (maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre, aménageurs-lotisseurs, promoteurs, entreprises de construction, assureurs, sous-traitants).

Titulaire d'une mention de spécialisation en droit public et en droit immobilier, il intervient plus particulièrement en :

- Montages immobiliers publics et privés
- Droit de la commande publique et des contrats publics : Marchés publics, délégations de service public, marchés de partenariat, BEA
- Droit de l'aménagement et de l'urbanisme : PLU/SCOT/PLH, ZAC et lotissement, concession d'aménagement, urbanisme commercial, permis de construire et autres autorisations d'urbanisme
- Droit du tourisme
- Droit des associations.

Inscrit au Barreau de Lyon et de Turin, il assiste et conseille également les entreprises dans le développement de leurs projets Franco-Italiens.

Aldo SEVINO, avocat fondateur du Cabinet ASEA est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence, dont notamment :



Valorisation foncière des collectivités

Editions Le Moniteur, novembre 2020



L'office de tourisme sous forme d'EPIC

Berger Levrault, 2013



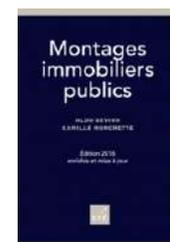
Gli appalti pubblici in Francia

GRAFILL, novembre 2020



Mener une opération d'aménagement

Moniteur 2^e édition 2019



Montages Immobiliers Publics

Éditions EFE 2^e édition 2018



Délégation de service public – Pratique de la passation

Edition EFE Mars 2013



Le permis de construire en 100 questions

Le Moniteur, Guides juridiques, 2009



Recouvrement dans les marchés privés de travaux

Territorial Éditions 2009



Montages d'opérations immobilières

Éditions EFE 2^e édition 2018

Nos intervenants



MAITRE UGO IVANOVA

Maître Ugo IVANOVA est inscrit au Barreau de Lyon. Il est diplômé d'un Master I en droit public général et d'un Master II en droit européen des affaires à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Il intervient, principalement, tant en conseil qu'en contentieux, en droit de l'urbanisme (opérationnel et réglementaire), en droit de l'environnement et en droit de l'aménagement. Il intervient également en droit public général.



MAITRE JENNA BENNANI

Diplômée d'un Master de droit public des affaires de l'Université Panthéon Assas et du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat de l'École de formation du Barreau de Paris, **Maître Jenna BENNANI** est Avocate au Barreau de Lyon.

Elle intervient en conseil et en contentieux, notamment dans les domaines suivants : droit de l'urbanisme, droit des collectivités territoriales et intercommunalité, droit de la commande publique.



MAITRE PIERRE-ALAIN MOGENIER

Diplômé d'un Master II de l'Université Jean Moulin en droit public et en droit international public et privé **Maître Pierre-Alain MOGENIER** est Avocat au Barreau de Lyon.

Il intervient notamment dans les domaines suivants : droit de la commande publique, droit de l'immobilier, droit public économique et régulation, et droit administratif général.



VICTORINE ROBERT

Diplômée d'un Master II Administration publique, parcours droit de l'action administrative à l'Université de Franche-Comté et d'un Master I Droit public, parcours juriste des collectivités territoriales à l'Université de Bourgogne, **Victorine ROBERT** dispose d'une expérience variée dans le domaine juridique

Madame ROBERT intervient en tant qu'appui juridique, notamment dans les domaines du droit des collectivités territoriales, des marchés publics et du droit de l'urbanisme.



ANANOVA LOHMANN

Diplômée d'un Master II de l'Université Jean Moulin en droit des contrats publics, **Ananova LOHMANN** intervient dans les domaines du droit des contrats publics et droit administratif général mais intervient également en matière de droit franco-italien.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- MP 1 - Fondamentaux des marchés de travaux privés - 11 janvier
- MP 2 - Fondamentaux des marchés de travaux publics - passation - 20 janvier
- MP 3 - Fondamentaux des marchés de travaux publics - exécution - 10 mars
- MP 4 - Marchés publics de maîtrise d'œuvre - 24 mars
- MP 5 - Concession de service public - 29 mars
- MP 6 - Montages immobiliers publics - 7 avril
- MP 7 - Le CCAG Travaux - 10 mai
- MP 8 - Le CCAG Maîtrise d'oeuvre - 24 mai

PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

- MP 13 - Élaborer, négocier et exécuter votre MAPA - 15 septembre
- MP 9 - La définition des besoins et la préparation du marché - 7 juin
- MP 10 - Pratiquer le *sourcing* dans les marchés publics - 16 juin
- MP 11 - La rédaction des pièces administratives d'un dossier de consultation - 23 juin
- MP 12 - Sélection des candidats et analyse des offres - 8 septembre
- MP 14 - Démarche commerciale et marchés publics - 13 octobre
- MP 15 - Savoir répondre à un appel d'offres - 27 septembre
- MP 16 - Entreprises - bien candidater à un marché public de travaux - 6 octobre
- MP 17 - Étranger : Entreprises - bien candidater à un marché public italien (co-animée) - 6 décembre

EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

- MP 18 - La gestion administrative et financière des marchés - 8 novembre
- MP 19 - Les imprévus des marchés publics - 29 novembre
- MP 20 - L'achèvement de la procédure et la gestion des évolutions du marché - 8 décembre

RÉCLAMATIONS DES MARCHÉS PUBLICS

- MP 22 - Présenter et gérer une réclamation en marché public de travaux - 22 septembre
- MP 23 - Contester une procédure d'attribution d'un marché public - 20 octobre
- MP 21 - Prévenir et gérer le contentieux des marchés publics - 10 novembre
- MP 24 - Les risques contentieux liés au référé précontractuel - 17 novembre

PRINCIPES ET APPROCHES TRANSVERSALES

URB 1 - Montage d'opérations immobilières – 3 février

URB 4 - Appréhender les différents documents de planification et d'urbanisme – 12 mai

URB 2 - Réaliser son PLU à l'aune de la Loi climat : approche environnementale – 15 mars

URB 5 - Le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement – 19 mai

URB 3 - Fondamentaux et contentieux de l'urbanisme et de l'aménagement – 22 mars

URBANISME RÉGLEMENTAIRE ET ENVIRONNEMENTAL

URB 6 - Urbanisme opérationnel et aménagement : approche environnementale – 31 mai

URB 7- Sols pollués, friches, changements d'usage – 9 juin

URB 8 - Aménagement et biodiversité : intégrer les impacts environnementaux dans son dossier d'autorisation (co-animée) – 21 juin

URB 9 - Les différents outils de la compensation environnementale (fiducie environnementale, bail environnemental...) – 29 juin

URBANISME OPÉRATIONNEL

URB 15 - Financement des équipements urbains – 8 novembre

URB 10 - Acquérir des terrains bâtis ou à bâtir (co-animée) – 6 septembre

URB 12 - Permis d'aménager et lotissement – 4 Octobre

URB 13 - Piloter une opération d'aménagement de A à Z – 11 Octobre

URB 14 - Réussir le montage d'une ZAC (zone d'aménagement concerté) – 18 Octobre

URB 11 - Aménagement : choisir entre les différents instruments opérationnels – 20 Septembre

AUTORISATIONS

URB 18 - Choisir l'autorisation d'urbanisme en fonction de son projet – 1^{er} Décembre

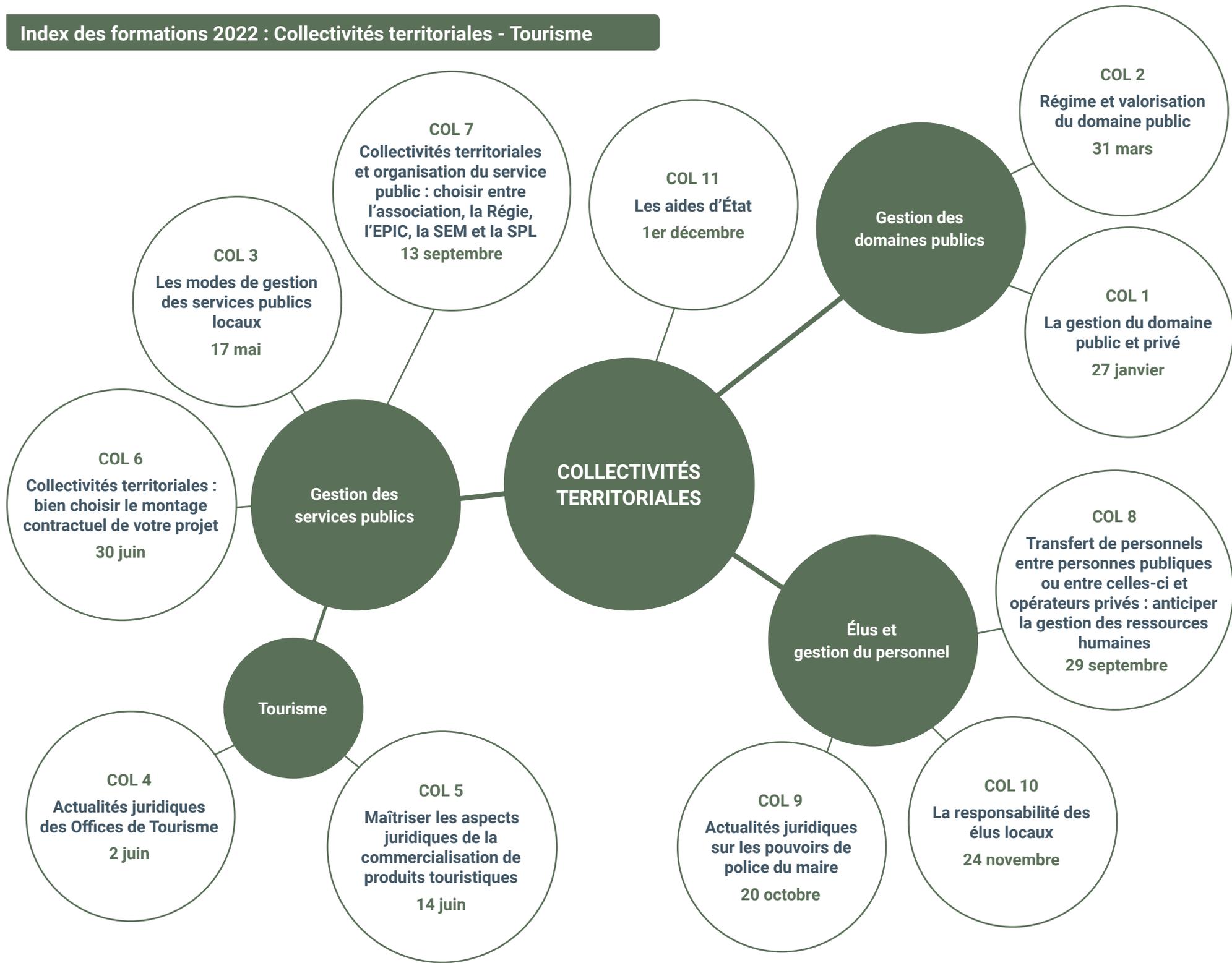
URB 16 - Maîtriser le régime d'instruction des autorisations d'urbanisme – 15 novembre

URB 19 - Baux emphytéotiques et à construction – 6 décembre

URB 20 - Les cessions foncières par les collectivités – 29 septembre

URB 21 - Les enjeux juridiques du BIM – 29 novembre

URB 17 - Les autorisations d'urbanisme et l'autorisation environnementale – 22 novembre





Contrats & Marchés publics

Fondamentaux des marchés de travaux privés

RÉUSSIR LA PASSATION ET L'EXÉCUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX PRIVÉS

Préparer le marché

- Les différents intervenants sur un marché de travaux privés
- Le programme et l'organisation de l'opération immobilière
- Les étapes de la passation du marché de travaux

Identifier les pièces du marché

- Les pièces administratives du marché (norme AFNOR NFP 03-001 et 03-002)
- Les documents techniques

Maîtriser les points clés de la réalisation d'un marché

- La période de préparation
- Les principaux droits et obligations des parties
- Les modalités et les délais de paiement
- La sous-traitance
- L'évolution du marché : Théorie de l'imprévision
- La réception des travaux et la levée des réserves

Définir les prix du marché et les modalités de paiement

- Les conditions d'existence du marché à forfait et ses conséquences sur le paiement des entreprises
- Les spécificités des marchés à prix unitaires
- Les délais d'exécution et les pénalités de retard
- Le compte « prorata »

Connaître les différentes garanties et assurances

- La garantie de paiement de l'entrepreneur
- La retenue de garantie et la caution substituée
- La garantie de parfait achèvement et les garanties biennale et décennale

Éviter et régler les litiges

- Les contestations
- Les résiliations



Fondamentaux des marchés de travaux publics - passation

RÉUSSIR LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX PUBLICS

Cerner le cadre général des marchés publics

- Les principes fondamentaux du Code de la commande publique
- Les groupements de commandes et les centrales d'achat
- Les notions de sous-traitance et de cotraitance

Connaître les modes de dévolution et les différents types de marchés

- Les différentes formes de marchés
- L'allotissement v/ les marchés globaux

Déterminer ses besoins et apprécier les seuils

- Les techniques de recensement et d'étude des besoins
- Le recours au *sourcing*
- Les différents seuils
- La notion d'opération de travaux

Gérer les modalités de publicité et les procédures de passation

- L'avis de pré-information
- Les délais de publicité
- Les supports de publication et le contenu de l'avis d'appel public à concurrence

Maîtriser les Marchés À Procédure Adaptée (MAPA)

- La définition, les conditions de recours et les limites
- Les marchés à procédure adaptée par nature, par application des seuils et pour les « petits lots »
- Le choix de la publicité adaptée
- L'organisation de la procédure de passation
- La négociation dans les MAPA

Comprendre les autres procédures de passation des marchés et accords-cadres

- Les appels d'offres ouverts ou restreints
- La procédure négociée avec mise en concurrence préalable
- La procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables
- Le dialogue compétitif

Analyser la composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

- Le Règlement de Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Les annexes techniques et financières

Caractériser le régime des prix dans les marchés publics

- La forme des prix : unitaire, forfaitaire et mixte
- La nature économique des prix : ferme, actualisable et révisable

Analyser efficacement les candidatures

- Les exclusions de candidatures (interdictions de soumissionner facultatives et obligatoires)
- La possibilité de régulariser les candidatures
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Sélectionner les offres

- Les critères de choix des offres : financier, technique, social, environnemental suite à la Loi climat et résilience
- L'analyse et le classement des offres
- L'analyse des variantes
- Le traitement des offres anormalement basses
- La possibilité de régulariser les offres
- Le choix de l'attributaire

**Fondamentaux des marchés de travaux publics - exécution****RÉUSSIR L'EXÉCUTION DES MARCHÉS DE TRAVAUX PUBLICS****Notifier le marché et informer les candidats non retenus**

- Informer les candidats non retenus et respect de la clause de *stand still*
- Gérer la mise au point du marché et notifier le marché

User de son pouvoir de direction sans s'immiscer dans l'organisation du titulaire

- Utiliser les ordres de service
- Établir des comptes rendus et des constats contradictoires
- Négocier les prolongations et les avenants

Procéder à l'exécution financière du marché

- Contrôler l'exécution du marché avant paiement
- Établir les décomptes mensuels
- Rédiger et gérer le décompte général définitif (DGD)

Réussir la réception des prestations

- Mener les opérations préalables à la réception
- Réceptionner les travaux
- Anticiper les effets de la réception

Gérer les litiges associés à l'exécution des marchés publics

- Éviter la défaillance des titulaires
- Résilier les marchés en cours d'exécution

Marchés publics de maîtrise d'oeuvre**Déterminer le rôle et l'organisation de la maîtrise d'ouvrage publique**

- Champ d'application du Livre IV de l'ordonnance du 26.11.2018 (ex Loi MOP)
- Obligations du maître d'ouvrage public
- Co-maitrise d'ouvrage
- Assistant à maître d'ouvrage (AMO, Mandataire, conducteur d'opération)

Identifier les missions de maîtrise d'oeuvre

- Connaître le rôle du maître d'oeuvre
- Maîtriser le contenu des missions (mission de base et complémentaires)
- Estimer le projet
- Consulter des entreprises

Maîtriser la passation des marchés de MOe

- Connaître les nouvelles règles applicables
- Identifier les principes généraux de la commande

Comprendre les différentes procédures possibles

- Procédure adaptée en dessous des seuils avec ou sans remise de prestation
- Procédure concurrentielle avec négociation
- Procédure de dialogue compétitif
- Procédure négociée avec le lauréat d'un concours de maîtrise d'oeuvre
- Procédure d'appel d'offres

Analyser les caractéristiques du marché de maîtrise d'oeuvre

- Prix provisoire et prix définitif
- Engagements du maître d'oeuvre
- Rédiger et négocier le contrat de maîtrise d'oeuvre
- Préparer des avenants au marché de Maîtrise d'oeuvre



Concession de service public

MAÎTRISER LE RÉGIME DE LA CONCESSION

Comprendre les caractéristiques d'une Concession de Service Public (CSP)

- Rappels réglementaires
- Distinguer les CSP des autres contrats de la commande publique
- Identifier les différents types de CSP

Connaître les étapes clés de la passation d'une CSP

- Déterminer les étapes préalables au lancement d'une procédure de CSP
- Effectuer une publicité adéquate
- Analyse des candidatures et des offres
- Maîtriser les enjeux de la phase de négociation

Rédiger les clauses d'une CSP

- Distinguer les clauses réglementaires des clauses purement contractuelles
- Éviter les clauses illicites

Exécuter une convention de CSP

- Anticiper les besoins d'évolution du contrat
- Arbitrer entre les modifications unilatérales et les modifications conventionnelles

Gérer la fin de la convention de CSP

- Prolonger en tant que de besoin une CSP
- Gérer la fin normale ou anticipée d'une CSP
- Maîtriser la reprise du service public délégué
- Gérer le sort des biens et des personnels en fin de contrat

Prévenir les contentieux

- Connaître les différents types de recours : les référés précontractuels et contractuels et le recours en nullité dirigé contre le contrat
- Gérer le contentieux

Montages immobiliers publics

PRENDRE EN COMPTE LES CONTRAINTES PRÉALABLES AU MONTAGE DU PROJET

Différencier initiatives publiques et privées

Définir la notion d'ouvrage complexe

Identifier les différentes fonctions à satisfaire

Maîtriser le foncier : acquérir ou louer le terrain

L'acquisition amiable ou forcée

- Les emplacements réservés et autres outils

Tenir compte de la nature du foncier

- Le domaine public : consistance, régime juridique, gestion, valorisation et mise en concurrence.
- La division en volume
- Les limites de la cession foncière avec charge

Faire face aux contraintes économiques et financières

- Les outils juridiques et le financement de l'ouvrage
- Les risques financiers

ÉTUDE DE CAS

Définition du rôle de la maîtrise d'ouvrage dans une opération immobilière

CHOISIR LE MODE CONTRACTUEL LE PLUS ADAPTÉ ET METTRE EN ŒUVRE LE PROJET

Construire un ouvrage immobilier selon les spécificités des différents types de contrats

- Les contrats types « loi MOP »
- La conception-réalisation
- La VEFA
- Le crédit-bail immobilier
- Le contrat de partenariat...

Construire et exploiter un équipement public

- Les marchés de travaux
- Les délégations de service public
- La concession de service ou de travaux

Exercice d'application : choix du montage le plus adapté à son besoin pour une opération immobilière donnée

Optimiser la réalisation de l'opération : études préalables, acquisition foncière, demandes d'autorisations administratives, passation des contrats...

Le «CCAG» Travaux

Présentation générale du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Travaux**Les fondamentaux du CCAG Travaux**

- L'environnement réglementaire général
- Les acteurs leur organisation et leur mission
- Les pièces contractuelles
- Les moyens de gestion entre les acteurs de l'acte de construire

Organiser efficacement la préparation du marché

- Les dispositions générales (les assurances)
- La computation des délais et leur prolongation

Organiser efficacement l'exécution des travaux

- L'implantation des ouvrages
- La période de préparation
- L'organisation du chantier
- La modification du montant contractuel des travaux
- Les aléas et sujétions
- Les matériaux, les essais et les contrôles
- L'interruption des travaux
- La résiliation du marché
- Les mesures coercitives

Optimiser la gestion financière du marché

- Le caractère du prix (Contenu et nature du prix, variation des prix, actualisation, révision, intérêts moratoires)
- Les avances
- La rémunération du titulaire, la rémunération des sous-traitants
- Les pénalités et primes, les sûretés

Sécuriser la fin du marché, les réclamations

- La réception (la réception partielle, la mise à disposition, la prise de possession)
- La clôture financière le décompte général
- Les réclamations
- Les garanties contractuelles

Le «CCAG» de Maîtrise d'oeuvre

Introduction**Spécificités lors de la passation des marchés publics de maîtrise d'oeuvre**

- Les procédures applicables
- Jury
- Computation des seuils
- Procédures et techniques d'achat
- Marchés complémentaires

Exécution des marchés de maîtrise d'oeuvre

- Les clauses générales
- Prix et règlement
- Délais et exécution
- Constatation de l'exécution des prestations et garanties
- Résiliation
- Règlement des différends
- Propriété intellectuelle

La définition des besoins et la préparation du marché

Déterminer correctement ses besoins : les enjeux d'un achat public performant

- Les conditions d'un recensement des besoins juridiquement encadrés
- Les nouvelles opportunités de l'utilisation du *sourcing*
- La participation préalable à la procédure
- Les conséquences de l'insuffisance de la définition des besoins

La mise en œuvre des techniques de recensement des besoins

- Les logiques métiers présidant à la définition des besoins et réponses du marché fournisseur
- Les points fondamentaux à identifier
- L'absence de nomenclature et les modalités pour s'en passer
- L'appréciation des seuils
- Les logiques fonctionnelles/normatives/approche globale

Utiliser les outils disponibles pour palier l'éventuelle difficulté à déterminer précisément ses besoins

- L'autorisation de variantes
- Le recours au Dialogue compétitif et à la procédure négociée
- Les marchés à tranches, les options, etc.

La traduction des besoins dans les procédures

- La mise en œuvre de l'obligation d'allotir
- Comment intégrer les éléments issus du *sourcing* dans un cahier des charges
- Comment intégrer les approches environnementales, sociales et d'innovation dans l'achat public

Corréler la définition des besoins définis dans le cahier des charges avec les critères d'attribution, la méthode de notation et les principaux items du contenu des prix les procédures et techniques d'achats à mobiliser au regard des besoins définis

- Détermination de la méthode procédurale adéquate
- Détermination de la procédure de passation mobilisable
- Détermination de la technique contractuelle mobilisable

La concrétisation des besoins dans les pièces du marché

- Caractérisation des différentes pièces du marché
- Déterminer la hiérarchie des pièces
- Méthodologie de validation des pièces du DCE

Pratiquer le *sourcing* dans les marchés publics

Définir le *sourcing* : quelques fondamentaux

- Connaître la réglementation du *sourcing* dans les marchés publics
- Distinguer le *sourcing* de la procédure de passation d'un marché public
- Dissocier le *sourcing* d'autres mécanismes d'assistance au montage d'une consultation
- Connaître les obligations de l'acheteur par rapport au *sourcing*

Comprendre les bénéfices du *sourcing* pour l'acheteur

- Présentation et définition de différentes méthodes : étude de marché, benchmark, veille, *e-sourcing*
- Établir des critères de recherche : localisation, coût, innovation, etc.
- Définir avec précision son besoin d'acheteur
- Apprendre à définir son besoin en fonction de l'offre : segmenter ses achats, optimiser son besoin
- Communiquer avec les différents fournisseurs et demander l'information nécessaire
- Comment communiquer sur votre politique d'achat de vos fournisseurs

Quels sont les risques du *sourcing* et comment les anticiper ?

- Identifier les procédures contentieuses
- Connaître les délais de contestation
- Identifier les risques économiques du *sourcing*
- Quel bilan coût/avantage pour la collectivité



La rédaction des pièces administratives d'un dossier de consultation

Maîtriser le contenu des principes fondamentaux de la commande publique

- Le principe d'égalité de traitement des candidats
- Le principe de liberté d'accès à la commande publique
- Le principe de transparence

Connaître le contenu d'un dossier de consultation des entreprises

- Le règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Les annexes financières
- Le CCAP
- Le CCTP
- Mémoire technique et autres pièces du DCE

Maîtriser le contenu des pièces de la consultation

- L'AAPC
- Le Rapport d'analyse des candidatures et des offres
- Lettre de rejet
- Lettre d'attribution
- Lettre de notification
- Avis d'attribution

Connaître les bonnes pratiques en matière de préparation du marché

- La définition des besoins
- L'allotissement
- Le choix de la procédure et de la publicité (seuils, supports, différentes procédures)

Les principales règles lors de la procédure de passation

- La phase de la candidature (identification des pièces à exiger ; vérifications des conditions de participations ; régularisation ; interdiction de soumissionner)
- La phase de l'offre (contrôle de conformité et régularité des offres ; critères, sous-critères et méthode de notation ; analyse des offres)

Sélection des candidats et analyse des offres

La préparation de la mise en concurrence

- L'identification des besoins et l'intégration des critères de choix
- L'analyse du besoin et la prévision d'un délai suffisant pour analyser les propositions

La sélection des candidats

- Garantir la transparence des critères de sélection
- Vérifier les capacités et garanties professionnelles

L'examen des offres

- L'analyse des prix et des coûts
- Les variantes et les options
- La détection et le traitement des offres anormalement basses
- L'exploitation des résultats et le classement des offres

L'élaboration, la pondération et/ou la hiérarchisation des critères

- Quels critères retenir : coût global d'utilisation, qualité esthétique, etc.
- Comment traduire et analyser les spécificités techniques du marché ?
- Comment prendre en compte les critères environnementaux et sociaux ?
- L'élaboration de tableaux d'analyse multicritères

Rédaction du rapport d'analyse des offres

- Les fondamentaux d'un RAO
- Le classement des offres
- Les mentions obligatoires du PV d'attribution

La mise au point

- Les enjeux d'une mise au point
- Le recours à une mise au point
- Les limites de la mise au point

L'information des entreprises sur les conditions d'attribution

- Les informations obligatoires à communiquer
- Les conditions de communication du RAO
- La communication des autres pièces

Élaborer, négocier et exécuter votre MAPA**Identifier les cas de recours aux Marchés À Procédure Adaptée**

- Les MAPA en fonction des seuils : Cerner les modalités d'appréciation des seuils
- Les MAPA en fonction de l'objet

Conduire une procédure de MAPA

- Identifier les modalités de publicité pour les MAPA
- Choisir le support de publicité adéquate pour les MAPA
- Connaître les étapes de déroulement d'un MAPA
- Déterminer la procédure de sélection des candidats
- Prévoir la possibilité de négocier
- Suivre le bon déroulement d'une négociation
- Décider du choix du prestataire en MAPA

Analyser les offres : méthodes et critères

- Décrypter les critères de jugement en MAPA des offres et savoir les hiérarchiser
- Identifier les sous-critères de jugement
- Prise en compte par le pouvoir adjudicateur des objectifs de développement durable
- Faire le choix d'une méthode d'analyse des offres par le pouvoir adjudicateur
- Traiter des offres anormalement basses

Réussir la conclusion des MAPA

- Gérer le rejet des candidats éliminés en procédure adaptée
- Connaître les délais de recours offerts aux candidats non retenus et éviter les contentieux

Suivre et bien gérer financièrement les MAPA

- Identifier les clauses de prix : prix unitaires, forfaitaires, mixtes
- Cerner le mécanisme des avances pour les MAPA de plus de 50 000 € HT
- Régler les acomptes
- Appliquer la retenue de garantie
- Gérer les avenants
- Appliquer des pénalités dans un MAPA

Démarche commerciale et marchés publics**Aborder les marchés publics**

- Comment se faire connaître ?
- Comment faire connaître ses produits, ses prestations, ses services ?

Anticiper la passation des Marchés Publics

- Veille sur les projets,
- Communication et analyse des budgets
- *Sourcing*

Collecter l'information utile

- Historique d'un marché
- Concurrence
- *Pricing*
- Modalités décisionnelles

Détecter les appels d'offres dès leur lancement**Décrypter les RC / CCAP / CCTP****Communiquer pendant la phase de consultation : droits et limites****Connaître les principes de la négociation avec les entités publiques****Récupérer des informations utiles en vue d'améliorer la démarche commerciale ultérieure****Tirer parti d'une sélection à un appel d'offres pour vendre plus**

Savoir répondre à un appel d'offres**COMPRENDRE LES ATTENTES DU POUVOIR ADJUDICATEUR****Distinguer les spécificités des procédures de consultation**

- Les différentes procédures de passation prévues par le Code de la commande publique
- Les marchés à procédure adaptée
- L'appel d'offres
- Les différentes formes de marchés
- Les exigences du pouvoir adjudicateur

Comprendre la méthode d'analyse des candidatures et des offres

- Contrôle et vérification des pièces de la candidature
- Contrôle des pièces constitutives de l'offre
- L'analyse des offres
- Les formalités d'achèvement de la procédure

Établir une méthodologie de réponse à un appel d'offres

- Trouver les avis de publicité et connaître les modalités de récupération du DCE
- Savoir analyser les différentes pièces du DCE
- Préparer sa candidature
- La préparation de l'offre

Connaître les points de vigilance pour une réponse à un appel d'offres**Gérer la remise et l'éventuel rejet de l'offre**

- La remise de l'offre
- L'éventuel rejet de l'offre

ENTREPRISES – Bien candidater à un marché public de travaux**Acquérir l'essentiel du cadre législatif et réglementaire des marchés publics****Respecter le processus d'achat point par point**

CAS PRATIQUE

Rédiger un document unique de marché européen (DUME)

Connaître le déroulé des procédures de passation : procédures, seuils de publicité, délais, etc.**Comprendre la méthode d'analyse des offres par l'acheteur**

- Décrypter les critères de jugement des offres
- Appréhender la hiérarchisation des critères et leur pondération

Maîtriser l'exécution des marchés publics

- Connaître les différentes règles de paiement, les modalités de modifications en cours d'exécution, etc.
- Intégrer les contrôles exercés sur les marchés publics dans votre relation avec l'acheteur public

CAS PRATIQUE

Analyse d'un dossier de consultation des entreprises

ENTREPRISES – Bien candidater à un marché public italien 

MAÎTRISER LES SPÉCIFICITÉS POUR RÉPONDRE AUX APPELS D'OFFRES ITALIENS

CE MODULE EST ANIMÉ PAR UN AVOCAT FRANÇAIS ET UN AVOCAT ITALIEN

Acquérir l'essentiel du cadre législatif et réglementaire des marchés publics italiens

Comprendre le processus d'achat point par point

Connaître les spécificités des procédures de passation : procédures, seuils de publicité, délais, etc.

- Conditions de participation
- Groupement d'entreprises (sous-traitance, groupement temporaire etc.)

L'offre de marché public

- Offre de prix
- Offre économiquement la plus avantageuse

Les garanties

- Garantie provisoire
- Garantie définitive
- Garantie d'avance
- Garantie de libération anticipée des retenues
- Garantie de libération anticipée du solde
- Garantie décennale postérieure (le cas échéant, quels sont les risques couverts)

Maîtriser l'exécution des marchés publics

- Connaître les différentes règles de paiement, les modalités de modifications en cours d'exécution (modifications des travaux et modification des prix), etc.
- Intégrer les contrôles exercés sur les marchés publics dans votre relation avec l'acheteur public

CAS PRATIQUE

Analyse d'un dossier de consultation des entreprises

La gestion administrative et financière des marchés

Connaître les documents communicables du marché

- Le droit à communication des pièces du marché après la signature
- Les limites du droit à communication
- Les documents communicables d'un marché public

Assurer l'exécution financière des marchés

- La cotraitance et la sous-traitance
- Les prix unitaires et forfaitaires
- Les avances et les acomptes
- Les garanties financières (retenue de garantie, GPD, caution)
- Le régime des paiements et des délais définition des marchés publics de TIC

Suivre l'exécution technique et administrative des marchés

- Les ordres de services, les bons de commande et leurs effets
- Les fiches de travaux modificatives
- La modification des délais d'exécution / retards et pénalités
- Les prix nouveaux
- Les travaux ou prestations supplémentaires

Sécuriser la modification du marché

- Les modifications de contrat autorisées
- Les seuils limites des avenants
- Le cas des marchés complémentaires
- Les modifications substantielles et interdites

Gérer la fin de l'exécution du marché

- Les cas de résiliation des marchés et la procédure à mettre en œuvre
- La gestion de la fin d'un marché de travaux et des autres marchés (PI, FCS, TIC)

Établir et régler le décompte général

- L'identification des sommes dues et des sommes à retenir (pénalités et autres)
- Les formalités de notification du décompte et les effets en termes de délai

Suivre les réclamations d'entreprises

- Les règles générales d'établissement des réclamations
- Les spécificités des réclamations en marchés de travaux
- Les effets d'une réclamation - Les procédures de règlement amiable des litiges

Les imprévus des marchés publics**Les aléas lors de la passation des marchés publics**

- La modification du besoin en cours de procédure
- Le changement de composition du groupement candidat
- Les clauses de réexamen pour réduire les imprévus

Les aléas liés à l'exécution

- Rappel des grands principes
- Les cas des pénalités de retard

Les avenants et décisions de poursuivre

- Le nouveau régime des avenants
- Le mécanisme de la décision de poursuivre
- Les sujétions techniques imprévues
- La défaillance des acteurs du marché

Les bouleversements affectant l'économie du contrat

- La théorie de l'imprévision
- La force majeure

Les marchés complémentaires et les travaux supplémentaires

- La gestion des travaux supplémentaires
- Le régime juridique des marchés complémentaires et similaires

L'achèvement de la procédure et la gestion des évolutions du marché**Achever les procédures**

- L'achèvement des procédures dans les procédures adaptées
- L'achèvement des procédures dans les procédures formalisées

Comprendre les changements introduits par la réforme des marchés publics

- Quels sont les motifs de modification légale ?
- Quels sont les seuils limites des avenants ?
- Les marchés complémentaires existent-ils toujours ?
- Quels sont les cas de modifications substantielles ?

Modifier un marché en cours d'exécution

- La modification des délais d'exécution / Les retards et les pénalités
- L'augmentation du montant ou périmètres des prestations/travaux
- La notion de travaux ou prestations supplémentaires pouvant être rémunérées

Gérer la fin de l'exécution du marché

- La gestion de la fin d'un marché de travaux
- La gestion de la fin des autres marchés (PI, FCS, TIC)

Établir le décompte général d'un marché

- L'identification des sommes dues
- L'identification des sommes à retenir (pénalités et autres éléments)
- Les formalités de notification du décompte et les effets en termes de délai

Gérer les réclamations d'entreprises

- Les règles générales d'établissement des réclamations
- Spécificités des réclamations en marchés de travaux
- Quels sont les effets d'une réclamation ?
- Quelles sont les procédures de règlement amiable des litiges



Prévenir et gérer le contentieux des marchés publics

MAÎTRISER LES PROCÉDURES CONTENTIEUSES ET LE RÈGLEMENT AMIABLE

Savoir prévenir du contentieux

- Détermination des principales causes de litiges : financières, techniques et juridiques
- Sécurisation de la procédure de conclusion du marché
- Utilisation des modes de traitement amiable des litiges

Identifier les sources de contentieux lors de l'attribution du marché

- Le référé précontractuel et suspension
- Le contentieux contre les actes détachables du contrat et celui lié au contrat

Déterminer le contentieux de l'exécution du marché

- Procédures d'urgence
- Procédure de réclamation selon le CCAG Travaux, le CCAG MI, le CCAG FCS

Contentieux indemnitaire

- Expertise judiciaire
- Règlement amiable des litiges
- Examen des recours précontentieux et contentieux

Présenter et gérer une réclamation en marché public de travaux

Bien connaître les différents motifs d'indemnisation

- Cas de l'indemnisation pour des faits imprévus extérieurs aux parties
- Cas de l'indemnisation pour faits du maître d'ouvrage
- Calculer l'augmentation et la diminution de la masse des travaux
- Évaluer le changement de la nature de l'ouvrage
- Anticiper le retard de démarrage des tranches conditionnelles et le retard dans la délivrance de l'ordre de service
- Distinguer les notions d'imprévision, de sujétions imprévues et de force majeure

Distinguer les différents moments possibles pour déposer une réclamation

- Anticiper et gérer les réclamations en cours de chantier
- Réclamation lors des comptes et du DGD

Écarter les risques forclusions

- Maîtriser l'intérêt des réserves aux ordres de service
- Comprendre l'impact de la signature d'un avenant
- Négocier les nouveaux prix provisoires et le changement dans la masse initiale des travaux
- Comprendre les cas de prolongation des délais

Gérer les difficultés soulevées par l'article 50 du CCAG

- Comprendre l'articulation des différents articles du CCAG et de l'article 50
- Point sur la jurisprudence

Mener à bien sa réclamation

- Cas de la saisine du comité consultatif interministériel de règlement amiable (CCIRA)
- Cas de la saisine du tribunal administratif
- Négocier et transiger



Contester une procédure d'attribution d'un marché public

Demander les motifs de rejet et l'analyse des offres

- Connaître les informations dues spontanément par le MO
- Identifier les informations pouvant être obtenues sur demande
- Repérer les pièces et documents communicables

Estimer l'intérêt d'une contestation d'une procédure de passation d'un marché publics

- Anticiper les délais de recours
- Ménager la relation commerciale avec le MO
- Anticiper les avantages escomptés

Maîtriser la procédure de référé précontractuel

- Vérifier les conditions de recevabilité
- Définir une stratégie et construire la requête introductive
- Répondre aux arguments adverses
- Préparer l'audience

Envisager une procédure de référé contractuel

- Contrôler les conditions de recevabilité
- Rédiger la requête introductive et répondre aux arguments adverses

Gérer un contentieux indemnitaire ou d'annulation de la procédure d'attribution d'un marché public

- Définir les objectifs
- Gérer le contentieux

Les risques contentieux liés au référé précontractuel

Cerner les principaux risques de contentieux précontractuels

- Au stade de la préparation et du lancement de la consultation : définir et formaliser des besoins, choix de la procédure, respecter les formalités de publicité.
- Au stade de l'examen des candidatures et des offres : vérifier les capacités des opérateurs, éliminer les offres non conformes, analyser les offres.
- Au stade de la finalisation de la procédure : informer les candidats et les soumissionnaires évincés, procéder aux obligations de publicité.

Concevoir et rédiger une requête pertinente

- Connaître la portée de la jurisprudence SMIRGEOMES et son actualité.
- Circonscrire les manquements sanctionnés par le juge.

Élaborer une stratégie et maîtriser les techniques contentieuses de la passation des marchés publics

- Obtenir des informations sur l'offre de l'attributaire.
- Arbitrer entre référé précontractuel ou référé contractuel et les autres contentieux.
- Maîtriser les techniques de défense de l'acheteur (causes d'irrecevabilité, absence de lésion du requérant, substitution de motif) et les pouvoirs du juge.



Urbanisme - Aménagement - Environnement

Montage d'opérations immobilières

Introduction aux montages d'opérations immobilières

- La notion d'opération immobilière
- Les différents types d'opérations immobilières
- Les acteurs

Identifier un terrain et apprécier ses potentialités économiques

- Trouver un foncier et identifier le propriétaire
- Les potentialités socio-économiques du foncier identifié

Analyser les contraintes juridiques

- L'audit de la situation foncière du terrain et de son état d'occupation
- L'audit de la situation du terrain au regard du droit de l'urbanisme et de l'environnement

Intégrer la faisabilité technique et le préprogramme

- La définition du programme
- L'objectif de l'étude de faisabilité

Calculer le prix de revient de l'opération et le bilan de faisabilité

- Le coût du terrain
- Les participations financières des constructeurs
- Les frais d'études, les coûts techniques et les frais divers

Passer de l'offre à la promesse de vente

- L'offre et les avant-contrats
- Les conditions suspensives
- Les principales clauses à intégrer en matière d'urbanisme

Désigner la maîtrise d'œuvre

- Le régime juridique applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre
- Les aspects financiers
- Le compte-rendu des missions du maître d'œuvre

Obtenir les autorisations administratives nécessaires

- Le permis de construire, le permis de démolir et les autorisations annexes
- Les contentieux de l'urbanisme

Obtenir la levée des conditions suspensives et conclure la vente

- La promesse unilatérale de vente
- Les effets de la promesse de vente valant vente

Choisir le financement du projet, les assurances et les garanties

- Le financement
- Les assurances de la construction et les garanties

Articuler le choix des intervenants et des entreprises

- Les divers assistants à la maîtrise d'ouvrage
- Les entreprises

Réaliser les travaux

- La préparation du chantier
- L'exécution des travaux
- La réception des travaux et la fin de l'opération

Commercialiser le projet

- Les modalités juridiques de commercialisation du projet
- La commercialisation opérationnelle

Réaliser son PLU à l'aune de la Loi climat : approche environnementale

ACTEURS, RÈGLES, PROCÉDURES ET CONTENTIEUX

Rappel de l'articulation entre l'ensemble des documents d'urbanisme

- Apport de la loi ELAN et de l'ordonnance du 17 juin 2020

Faire évoluer son PLU suite à la loi Climat

- La modification simplifiée consacrée
- Impacte sur les procédures relatives aux PLU

Les prémices : Le PLU, un outil de préservation de l'environnement ?

- Rappel des outils traditionnels
- Les nouveaux outils avant la loi climat

L'intégration de l'objectif de réduction de l'artificialisation des sols dans les documents d'urbanisme

- Calendrier d'intégration
- Les retouches du projet d'aménagement et de développement durable et du règlement
- Les contraintes supplémentaires pour les Orientations d'aménagement et de programmation
- Prise en compte du recul du trait de côte
- Nouvelles dérogations aux règles du PLU

Apport du décret du 13 octobre 2021

- Évaluation environnementale systématisée pour faire évoluer son PLU

Fondamentaux du contentieux de l'urbanisme et de l'aménagement

Appréhender les fondamentaux du contentieux administratif

- Se familiariser avec les différentes juridictions : le Conseil d'Etat, les juridictions administratives territoriales et spéciales
- Du recours au juge administratif et de l'instance

Maîtriser les différents types de contentieux : administratif, civil, pénal

- Rappel des règles de responsabilité et de légalité : le juge administratif et les litiges d'urbanisme
- Assimiler le contentieux civil et pénal : le juge judiciaire et les litiges d'urbanisme
- Les incidences de la convention européenne des droits de l'homme sur le contentieux de l'urbanisme

Anticiper les voies de recours possibles en matière d'urbanisme

- Déterminer les actes susceptibles de recours et l'intérêt pour agir
- Comprendre la notification des recours et la divisibilité des décisions
- Connaître les procédures d'urgence et savoir les actionner
- Dans quels cas les recours peuvent-ils être jugés abusifs ?

Maîtriser le contentieux des documents généraux et des actes individuels en matière d'urbanisme

- Le contentieux des documents de planification urbaine
- Le contentieux des plans locaux d'urbanisme et des cartes communales
- Le contentieux du permis de construire : régularisation du permis en cours de procédure
- Quid des recours : l'appel et la cassation dans le contentieux de l'urbanisme

Traiter le cas de l'enregistrement des transactions

- La transaction : une échappatoire à l'exécution d'une décision portant démolition d'un immeuble
- Point sur l'obligation d'enregistrement des transactions auprès de l'administration fiscale
- Quelles sont les conditions d'enregistrement et les risques d'un défaut d'enregistrement

Connaître les impacts et incidences des lois ALUR, Pinel et Macron sur le contentieux

- Tour d'horizon des changements apportées par les lois ALUR et PINEL et incidences du rapport Macron sorti en décembre 2015
- Ordonnance n° 2013-638 du 18 juillet 2013 relative au contentieux de l'urbanisme : analyse et constats sur les pratiques après deux ans



Appréhender les différents documents de planification et d'urbanisme**Appréhender les différents documents de planification et d'urbanisme****Maîtriser les différents documents de planification et d'urbanisme**

- Les normes nationales.
- Différencier les documents de planification des documents d'urbanisme.
- Connaître l'ensemble des documents de planification.
- Connaître l'ensemble des documents d'urbanisme.

Maîtriser la hiérarchie des normes d'aménagement et l'articulation des différents documents entre eux

- Apport de la Loi ALUR du 26 Mars 2014.
- Apport de la Loi ELAN et de l'Ordonnance du 17 Juin 2020.
- Apport de la Loi Climat et résilience du 22 Août 2021.
- Synthèse.

Le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement**Articuler les autorisations de l'urbanisme et de l'environnement**

- Autorisation d'urbanisme
- Autorisation environnementale

Comprendre les enjeux des deux types d'autorisations

- Des législations qui se rapprochent d'une unification
- Mais qui demeurent toutefois soumises à des contentieux distincts

Urbanisme opérationnel et aménagement : approche environnementale**Mesurer les enjeux de l'étude d'impact et cerner son champ d'application**

- La concertation avant le dépôt de l'étude d'impact
- Les travaux obligatoirement soumis à étude d'impact
- Les travaux dispensés d'étude d'impact

Maîtriser le contenu

- Déterminer les précautions particulières à prendre
- Le régime de l'évaluation des incidences Natura 2000

Analyser la procédure

- Soumission pour avis à l'autorité de l'État compétente en matière environnementale
- Les formalités de publicité de l'étude d'impact

Identifier l'évaluation environnementale des plans et des programmes

- Appréhender le champ d'application de l'évaluation environnementale
- La liste limitative des plans et programmes soumis à évaluation environnementale
- La spécificité des programmes inscrits dans les sites Natura 2000
- Les cas de dispenses

Définir la forme et le contenu

- Analyser le contenu du rapport environnemental
- Mesurer les spécificités du dossier d'évaluation pour les programmes inscrits dans les sites Natura 2000

Maîtriser la procédure

- Les consultations requises
- La participation et l'information du public

Maîtriser l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

- Mesurer les enjeux de la démarche
- La soumission systématique des documents d'urbanisme supra-communaux (SCOT)
- La soumission sous condition des PLU
- La dispense de certaines procédures

Mettre en œuvre une méthodologie de l'évaluation environnementale

- La forme et le contenu de l'évaluation
- Les rubriques communes aux rapports de présentation de tous les documents d'urbanisme
- Les éléments spécifiques à certains documents d'urbanisme

Connaître la procédure

- Les consultations requises
- Le suivi des documents d'urbanisme

Sols pollués, friches, changements d'usage

GÉRER LA VALORISATION D'UN SITE EN TOUTE SÉCURITÉ JURIDIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Analyser les contraintes juridiques et financières liées à la réhabilitation d'un site pollué

- Gérer la sortie d'activité
- Méthodologie des sites et sols pollués : source, cible, voies de transfert
- Caractériser l'état du terrain et analyser la situation d'urbanisme
- Prendre en compte l'usage futur envisagé du site
- Maîtriser la démarche et les obligations administratives
- Comprendre la hiérarchie des responsables et identifier les nouveaux acteurs
- Envisager la substitution de l'exploitant par un tiers intéressé
- Connaître les solutions en cas de site orphelin
- Étude de cas : analyse commentée d'un arrêté préfectoral de remise en état

Réussir la «dépollution»

- Choisir l'auditeur et les partenaires techniques
- Définir le protocole d'étude
- Adapter les plans de gestion à l'évolution du projet immobilier
- Conduire les travaux et tenir les délais
- Obtenir la « validation » administrative des opérations de «dépollution»
- Étude de cas : analyse commentée d'un rapport d'audit technique

Sécuriser la cession d'un site

- Identifier les obligations du vendeur
- Cerner les diligences minimales de l'acquéreur
- Appréhender les sanctions du défaut d'information
- Analyser les principales décisions de jurisprudence
- Maîtriser les mécanismes de cessions amiables ou forcées (droit de préemption, expropriation.)
- Accorder des garanties pertinentes et adaptées
- Exercice : rédaction de garanties de passif cas acheteur et cas vendeur

Maîtriser le devenir du site

- Maîtriser les vecteurs de contrainte : servitude d'utilité publique, zones d'information, plans de prévention des risques technologiques, PLU...
- Comprendre les règles relatives à l'instruction des autorisations d'urbanisme
- Examiner la procédure d'institution de servitudes d'utilité publique

Aménagement et biodiversité : intégrer les impacts environnementaux dans son dossier d'autorisation**Apport du droit communautaire**

- De l'autorisation d'urbanisme au projet global
- Extension des projets soumis à évaluation environnementale

Identifier les différents acteurs

- Pétitionnaire, collectivité, préfet, autorité environnementale et bureaux d'études environnementales

Maîtriser les projets soumis à évaluation environnementale

- Quel projet pour quelle évaluation
- L'évaluation au cas par cas ou systématique
- Conséquence de la soumission à évaluation environnementale
- Enquête publique

Apport du décret du 13 octobre 2021

- Évaluation environnementale systématisée pour faire évoluer son PLU

Maîtriser les principaux outils de l'évaluation environnementale

- Séquence ERC
- Étude d'impact et autres documents

Gestion d'un projet nécessitant plusieurs autorisations soumises à plusieurs évaluations

- Construction d'un calendrier prévisionnelles des procédures à mettre en œuvre
- Évaluation environnementale unique
- Enquête publique unique

Maîtriser l'autorisation environnementale des projets

- Délai d'instruction, certificat de projet et dispense

Maîtriser les différents types de compensations

- Compensation environnementale et compensation agricole

Intégrer la biodiversité dans son dossier d'autorisation d'aménagement**Tour d'horizon des études réglementaires « biodiversité »**

- Volet faune/flore/milieus naturels de l'étude d'impact, demande de dérogation espèces protégées, travaux en réserve naturelle, dossier d'incidence Natura 2000...
- Identifier les études environnementales en fonction des procédures concernées
- Modalités d'élaboration des dossiers réglementaires et délais associés

Complétude de l'état initial du volet faune/flore/milieus naturels

- Analyse bibliographique : le dossier intègre-t-il bien les données disponibles ?
- Expertises écologiques : saisons, groupes d'espèces étudiées, qualification des experts, analyse des fonctionnalités, intégration des corridors...
- Exhaustivité des éléments de l'étude
- Comment sont analysés les impacts ?
- Respect de la doctrine ERC : contrôle de la complétude et démonstration pédagogique
- Proposer des mesures compensatoires : points de vigilance, proportionnalité, respect des exigences de l'autorité environnementale

Suivis écologiques : cibler les besoins pour des suivis efficaces

- Catégories de suivis écologiques
- Outils nécessaires à l'analyse et au suivi
- Quels indicateurs utiliser et quels groupes cibler ?
- Définir les fréquences de suivis en fonction des objectifs poursuivis

Identifier les partenaires de son projet et l'accompagnement nécessaire

- Rôle de chaque acteur en phase dossier puis en phase projet
- Définir efficacement son besoin d'assistance (maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'œuvre)

Les différents outils de la compensation environnementale

FIDUCIE ENVIRONNEMENTALE, BAIL ENVIRONNEMENTAL...

Enjeux de la compensation pour les politiques**Incidences des évolutions juridiques****Étapes de la stratégie foncière****La négociation environnementale****Mise en situation****Enjeux de l'artificialisation pour l'écologie et l'agriculture****Retours d'expériences - la doctrine Éviter-Réduire-Compenser dans les politiques d'aménagement****Cas de l'étude agricole : la compensation, un marché****Acquérir des terrains bâtis ou à bâtir (co-animée)****Vérifier la constructibilité potentielle d'un terrain à Bâtir ou résiduelle d'un terrain déjà bâti**

- Maîtriser l'ensemble des règles d'urbanisme applicables : privées avec le cahier des charges des lotissements ; locales avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) et nationales avec les règles issues du droit de l'urbanisme
- Assimiler les notions propres aux différentes surfaces immobilières : habitable, de plancher,...

Connaître et analyser les facteurs de valeur du terrain définissant la charge foncière d'une opération

- Intégrer les éléments intervenant dans les charges d'une opération
- Identifier les critères principaux d'appréciation du site
- Nature du sol et du sous-sol : connaître les facteurs juridiques et les servitudes privées et publiques existantes

Analyser et prévenir les risques propres à vos projets immobiliers

- Rappel des risques potentiels
- Identifier les risques spécifiques des immeubles bâtis ou à bâtir
- Identifier les risques liés aux personnes : propriétaire, voisins et ayant-droits
- Appréhender les recours contentieux possibles

Aménagement : choisir entre les différents instruments opérationnels**Maîtriser les outils disponibles pour réaliser une opération d'aménagement et connaître leurs limites opérationnelles**

- Identifier les outils juridiques : la ZAC, la déclaration / le permis d'aménager, le détachement primaire, le permis de construire valant division, le PUP, le PLU et la taxe d'aménagement.
- Repérer les avantages et les inconvénients de chaque outil.
- Définir les critères de choix entre les outils disponibles.
- Prendre en compte les contraintes de commercialisation.

Gérer et articuler les différentes procédures d'aménagement

- Adapter les documents d'urbanisme à l'opération projetée : conditions, modalités et délais opérationnels.
- Choisir la procédure d'aménagement et mettre en concurrence les opérateurs dans le respect du Code de la Commande Publique.
- Anticiper l'articulation avec les procédures connexes.

Permis d'aménager et lotissement**RÉUSSIR SES MONTAGES D'OPÉRATIONS****Mettre en œuvre la procédure de lotissement**

- Quelles études de sol réaliser suite à la loi ELAN ?
- Définir le lotissement et établir son champ d'application
- Faire le point sur les autres techniques de division des sols : permis de construire valant division, divisions primaires, etc.
- Bien intégrer les critères de choix entre ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) et lotissement
- La loi LCAP (loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine) : quelles obligations en matière de recours à l'architecte
- Savoir coordonner l'équipe pluridisciplinaire

Maîtriser le suivi administratif du lotissement

- Délimiter le champ d'application du permis d'aménager et de la déclaration préalable
- Assimiler le contenu de la demande : les pièces obligatoires et facultatives et le dépôt
- L'instruction de la demande : les autorités compétentes, les consultations
- Connaître les droits conférés par le permis d'aménager
- Le certificat d'équipement des lots
- La délivrance du Permis de Construire (PC)
- Gérer la modification du lotissement

Réaliser votre opération de lotissement

- Identifier les modes de réalisation des équipements collectifs
- Concevoir la rédaction du cahier des charges et du règlement
- Optimiser le processus de commercialisation
- La caducité des règles du lotissement
- Appréhender les impacts de la loi ELAN

Assurer le financement des équipements

- Connaître les équipements propres au lotissement
- Identifier les taxes et participations à la charge du lotisseur
- Lotissement et Projet Urbain Partenarial (PUP) : une alternative à la ZAC

Piloter une opération d'aménagement de A à Z

Comprendre la notion d'opération d'aménagement

- Définir le cadre légal
- Distinguer les actions des opérations d'aménagement
- Identifier les différents types d'opérations d'aménagement
- Quelles sont les différentes filières économiques de l'aménagement ?
- Actualités juridiques en matière d'urbanisme et d'aménagement : impacts de la loi ELAN

Les clés de la mise en place d'une conduite de projet adaptée

- Cerner les acteurs de l'aménagement
- Les spécificités de la maîtrise d'ouvrage urbaine : une fonction de pilotage
- Bien organiser pour une efficacité-projet accrue : l'équipe-projet
- Appréhender le système de management opérationnel
- Associer des acteurs privés au projet : lesquels, quand et comment
- Coordonner la participation du public avec le projet : participation institutionnelle et volontaire

Concevoir et monter un projet d'aménagement : les étapes clés

- Quels sont les préalables à l'engagement de la démarche de conception ?
- Savoir articuler le programme, le projet et la faisabilité
- Intégrer une démarche environnementale : sur quels référentiels s'appuyer
- Maîtriser le déroulement et le contenu des études préalables
- Méthodes pour analyser un plan d'aménagement et ses incidences opérationnelles
- Études réglementaires : étude d'impact, étude «Enr», loi sur l'eau, archéologie préventive, étude d'impact agricole,
- Étude de sûreté et de sécurité publique...
- Connaître les études pré-opérationnelles complémentaires nécessaires à l'opération
- Définir le phasage prévisionnel de réalisation
- Structurer un bilan financier d'aménagement : postes de dépenses, postes de recettes et de trésorerie

Déterminer le montage opérationnel approprié à l'opération

- Appréhender le mode de réalisation et ses conséquences
- Adapter et utiliser le PLU pour mener votre opération : quelles procédures, à quel moment, quel contenu
- Comment choisir le bon outil de financement des équipements publics (ZAC, PUP, TA/TAM) ?
- Identifier le bon mode de financement des équipements publics : les circuits de financements alternatifs à la taxe d'aménagement (ZAC, PUP, TAM)
- Distinguer les différentes possibilités d'utilisation des procédures
- Quelles alternatives au choix de la ZAC concédée ?

Réaliser votre opération d'aménagement

- Identifier les étapes de mise en place d'une stratégie foncière d'acquisition : outils de maîtrise foncière, outils d'intervention foncière et libération des biens
- Évaluer un terrain et négocier son acquisition : principales méthodes d'évaluation et comment adapter votre négociation à la nature du propriétaire
- Articuler les travaux d'aménagement avec la commercialisation des terrains à bâtir : travaux de mise en état des sols, travaux d'aménagement et travaux qualitatifs
- Commercialiser et céder les terrains à bâtir : comment, quand, à quel prix et à qui ?
- Adapter votre stratégie au programme à commercialiser
- Savoir articuler les différents partenariats contractuels et opérationnels avec les constructeurs
- Atteindre les objectifs qualitatifs et programmatiques à travers la commercialisation
- Gérer l'opération : les obligations de l'aménageur concessionnaire
- Faire évoluer l'opération en cours de réalisation

Achever l'opération

- Remise des ouvrages à la collectivité : quelles obligations
- Analyser les étapes de clôture administrative et financière de l'opération et de la concession d'aménagement

Réussir le montage d'une ZAC (Zone d'Aménagement Concerté)

S'approprier les modifications apportées par la loi ALUR (2014) et la loi ELAN (2018)

- Comprendre l'articulation entre la ZAC et les autres outils de l'aménagement
- Comment constituer un dossier de création de ZAC ?
- Quelles sont les procédures de concertation et comment la mettre en œuvre ?
- Maîtriser les règles de consultations et de publicité légale
- Quid des études d'impacts ?

Identifier les clauses essentielles du cahier des charges

Maîtriser les modalités de réalisation de la ZAC

- Identifier les caractéristiques des régies, conventions et concessions
- Appréhender le régime juridique, le contenu et l'impact des concessions d'aménagement

Décrypter les modalités de financement de la ZAC

- Quels sont les critères de choix entre les participations à la réalisation des équipements publics ?
- Savoir à qui revient la charge du financement : aménageur ou constructeur ?

Réussir à mener l'achèvement de la ZAC

- Analyser les conditions de l'achèvement et la procédure à mettre en œuvre
- Qu'est-ce que la liquidation foncière ?
- Quelles sont les conséquences financières et fiscales ?

Anticiper le contentieux de la ZAC

- Quels recours pour excès de pouvoir ?
- Comprendre le point particulier de l'exception d'illégalité
- Quelles sont les différentes hypothèses de mise en cause de l'administration ?
- Appréhender les procédures de référés

Financement des équipements urbains

MAÎTRISE ET MISE EN ŒUVRE DES TAXES ET PARTICIPATIONS D'URBANISME

Comprendre les principes généraux de financement des équipements urbains

- Quelles sont les limites du financement fiscal et des redevances d'usage ?
- Comprendre la fiscalité de l'urbanisme : un droit d'exception et dérogatoire
- Le régime de réalisation et de financement des équipements propres aux opérations d'urbanisme
- Identifier les garanties législatives existantes pour les opérateurs et pour le consommateur final de l'aménagement urbain : actions en restitution et actions pénales

Maîtriser la taxe d'aménagement

- Quels sont les modes de calcul de ses différentes parts ?
- Maîtriser l'ensemble des exonérations
- Identifier les opérations imposables
- Connaître les possibilités de modulation du taux de 1 à 20 % de la part communale pour le financement d'équipements publics
- Analyser les avantages et les limites de la part communale par rapport au PUP ou à la ZAC
- **Exercice** : remise de feuilles de tableur pour simulation du produit de la taxe par opération ou secteur de projet d'aménagement et calcul du taux légalement applicable entre 5 et 20%

Tout savoir sur le versement de sous densité

- Quels sont les objectifs du dispositif fiscal ?
- Quelles sont les modalités d'institution de cette taxe et quel est son champ d'application ?

Connaître les autres taxes d'urbanisme

- Objectifs et champ d'application de la "redevance" pour création de locaux de bureaux en région Ile-de-France : connaître son mode de calcul, le taux applicables et ses exonérations
- La "redevance" d'archéologie préventive : les objectifs de cette imposition
- Identifier le régime de la taxe d'archéologie préventive due par les bénéficiaires des autorisations d'occuper le sol

Maîtriser les participations d'urbanisme ponctuelles

- La participation pour équipements publics exceptionnels
- La Participation Assainissement Collectif (PAC)

Le financement de programmes d'équipements publics

- Quels sont les principes communs applicables au PUP, en ZAC et à la part communale de TA majorée ?
- Connaître le PUP (Projet Urbain Partenarial) réformé par la loi ALUR
- Le principe contractuel du PUP
- Les obligations de définition de zones de PUP
- Les équipements publics finançables
- La fixation des modalités de partage des coûts
- Le contenu des conventions
- Le contrôle des conventions par le conseil municipal ou communautaire à compétence PLU

Quels sont les modes de financement des équipements publics en ZAC ?

- Intégrer les obligations de financement de l'aménageur
- Connaître les obligations contractuelles de financement des lotisseurs et constructeurs dans les ZAC à maîtrise foncière partielle
- Financer les équipements « structurants » par des ZAC et PUP successifs

Connaître les points clés de la fiscalité locale en matière d'urbanisme

- Identifier les enjeux de la fiscalité directe locale applicable en zones U et AU des PLU
- Pour quelle stratégie majorer la taxe foncière sur les propriétés non bâties sur les terrains non construits : objectifs et modalités de mise en œuvre
- Pourquoi instaurer la taxe communale sur les cessions de terrains classés constructibles dans les documents d'urbanisme : modalités de mise en œuvre et de calcul

Maîtriser le régime d'instruction des autorisations d'urbanisme

CONSTITUER LE DOSSIER ET INSTRUIRE UNE DÉCLARATION PRÉALABLE ET UN PERMIS DE CONSTRUIRE

Analyser les principes et les concepts essentiels du droit des autorisations d'urbanisme

- Connaître la hiérarchie des normes : compatibilité et conformité
- Définir les notions de CES, COS, coefficient de biotope, mitage...

Quels sont les impacts des dernières réformes pour les autorisations d'urbanisme : loi ELAN, ESSOC, ordonnances et décrets applicables en 2019 ?

Connaître et suivre la procédure de dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme

- Demander des pièces manquantes et la prorogation de délais : comment et quand ?
- Comment, pourquoi et quand informer de la prorogation de délai ?

Répertorier les pièces essentielles du dossier : plans de situation, de masse, de façade et de coupe...

Les avis et les demandes de conseils

- Quand, pourquoi et comment saisir le SDIS, l'ABF, ENEDIS, la DREAL, etc. ?
- Quels sont les effets des avis ?

Identifier le champ d'application des autorisations d'urbanisme

- La déclaration préalable : travaux, division, destination, lotissement
- Le permis de démolir : total, partiel, etc.
- Le permis de construire, le permis d'aménager (construction, division, destination, lotissement, etc.), et l'autorisation de travaux (ERP)
- Le permis rectificatif, le permis modificatif, le permis de régularisation, le permis précaire, le permis temporaire, le transfert de permis, etc.

Définir les nouvelles obligations de délais et contenus des dossiers de demande

- Quelles sont les étapes clefs d'une procédure d'instruction ?

Comment identifier la responsabilité du pétitionnaire et du bénéficiaire ?

- Quelles conséquences au principe du régime déclaratif ?
- Quid de l'ouverture de chantier, achèvement des travaux et conformité ?
- Quelle procédure pour la mise en cause de la responsabilité ?

Que recouvre le certificat d'urbanisme ?

- Les différences entre le certificat de simple information et le certificat pré-opérationnel
- Que signifie le principe de la cristallisation du droit ?
- Quelle procédure pour le sursis à statuer en cas de changement des règles d'urbanisme ?

L'exécution des travaux et la fin de chantier

- La Déclaration d'ouverture de chantier
- La suspension et la reprise des travaux
- La caducité de l'autorisation
- La reprise du chantier, la DAACT
- Le récolement, la régularisation, l'arrêté interruptif de travaux, le procès-verbal d'infraction, la visite de chantier.

Les autorisations d'urbanisme et l'autorisation environnementale

Articuler les autorisations de l'urbanisme et de l'environnement

- Autorisation d'urbanisme
- Autorisation environnementale

Comprendre les enjeux des deux types d'autorisations

- Des législations qui se rapprochent d'une unification
- Mais qui demeurent toutefois soumises à des contentieux distincts

Choisir l'autorisation d'urbanisme en fonction de son projet

DU CADRE JURIDIQUE AUX BONNES PRATIQUES

Maîtriser le cadre réglementaire du permis de construire

- Connaître la pyramide des normes d'urbanisme
- Maîtriser les dispositions générales applicables au permis de construire
- Identifier les règles sanctionnées par le permis de construire

Étudier le champ d'application du permis de construire

Appréhender les cas de constructions dispensées de toute formalité et de constructions nouvelles relevant du régime de la déclaration préalable
Faire le point sur les travaux portant sur des constructions existantes et les changements de destination

Identifier le contenu du dossier de la demande de permis de construire

Faire le point sur les phases de dépôt et d'enregistrement

- Connaître le déroulement de l'instruction des demandes (délais et consultations)
- Les travaux soumis au permis : quels impacts des dernières évolutions législatives et réglementaires
- S'approprier les règles de fond et de forme de la demande
- Décrypter la décision d'octroi du permis de construire
- S'approprier les règles générales
- Analyser les différentes décisions

S'approprier les formalités postérieures à l'octroi du permis de construire

- La notification de la décision
- Quelles sont les mesures de publicité à prendre
- S'approprier les formalités liées au contrôle du chantier et à l'interruption des travaux

Gérer les transferts de permis et les permis modificatifs

- Quelles sont les conditions d'acceptation du transfert par l'administration
- Permis de construire modificatif et nouveau permis de construire : comment gérer ?

Maîtriser les contentieux du permis de construire

- Faire le point sur le contentieux de la légalité
- Gérer les contentieux civil et pénal

Baux emphytéotiques et baux à construction**Connaître le régime juridique des baux générateurs de droits réels****Maîtriser le régime juridique des baux emphytéotiques et à construction**

- Caractéristiques communes des contrats
- Différences entre les deux contrats
- Particularité du bail à réhabilitation
- Rédaction des clauses sensibles
- Particularité du bail à l'envers

Anticiper le régime fiscal des baux emphytéotiques et à construction

- Fiscalité en cours de contrat
- Fiscalité en fin de bail

Choisir entre les baux emphytéotiques et à construction

- Situation du bailleur
- Situation du preneur
- Principales incidences financières

Les cessions foncières par les collectivités**Déterminer la nature du contrat : administratif ou privé ?**

- Aucune disposition législative ou réglementaire n'impose d'obligations de mise en concurrence des contrats de cessions immobilières
- Les risques de requalification de la cession immobilière en contrat de la commande publique
- La réforme de la commande publique et son impact sur les cessions immobilières avec charges d'intérêt général

Concevoir et mettre en œuvre un projet urbain - choisir les instruments opérationnels

- Opérations aménagement / construction
- Critères de qualification
- Incidences de la qualification

Identifier la nature publique / privée de l'opération

- Critères de qualification
- Incidences de la qualification

Comprendre les procédures d'encadrement

- Procédures autorisation/programmation
- Procédures du droit des sols (urbanisme/construction)

Organiser la procédure de réalisation

- Procédures financières
- Procédures travaux
- Procédures foncières

Les enjeux juridiques du BIM

Analyser les aspects juridiques du BIM à chaque phase d'une opération

Identifier le cadre réglementaire

- La directive européenne du 26 février 2014
- La transposition de la directive dans le droit français

Pratiquer le BIM en phase de préparation

- Valider les conditions de passation des marchés
- Le BIM au stade de la programmation
- Le BIM et le relevé des caractéristiques matérielles de l'opération
- Le BIM au stade de la mise en concurrence
- Assurer la compatibilité de l'opération au cadre juridique des marchés publics

Exercice : analyse commentée d'un marché lancé avec le BIM

Pratiquer le BIM en phase de conception et d'exécution

- Identifier les impacts sur les missions traditionnelles
- Analyser les missions nouvelles générées par l'utilisation du BIM

Pratiquer le BIM en phase d'exploitation

- Répondre aux attentes en matière d'exploitation-maintenance
- Le DOE numérique pour la phase exploitation-maintenance
- Identifier les difficultés juridiques inhérentes à l'utilisation de la maquette numérique en phase d'exploitation-maintenance

Examiner les responsabilités et les principes de la propriété intellectuelle liés au BIM

Maîtriser les responsabilités liées au BIM

- Lister les responsabilités des intervenants en BIM
- Les assurances
- La responsabilité spécifique des prestataires informatiques
- Formaliser les responsabilités au sein des contrats

Exercice : rédaction des clauses clés d'un contrat de prestation BIM

Examiner quelques principes de propriété intellectuelle en BIM

- Les règles de protection de la propriété intellectuelle : brevet, droit moral et droit patrimonial...
- Comment en assurer la transférabilité ?



Collectivités territoriales Tourisme

COL 1 | 1 journée | 27 Janvier

La gestion du domaine public et privé

Connaître le champ d'application de la domanialité publique

Maîtriser les modes d'acquisition (acquisitions gratuites et onéreuses)

Organiser les transferts de gestion et de propriété et la superposition d'affectation

Gérer les différentes possibilités d'occupations du domaine public (AOT, BEA...)

- Les obligations de publicité et de mise en concurrence
- Les règles relatives à la redevance

Faire face aux occupations sans titre et la protection du domaine

- Contraventions de grande voirie
- Contravention de voirie
- Référé mesures utiles

Préparer la sortie du domaine public

Maîtriser les principes de gestion du domaine privé

- Le principe d'application du droit privé
- Les modalités d'utilisation du domaine privé
- La protection du domaine privé
- Les modes et procédures de cession du domaine privé
- La mise en concurrence de l'occupation domaniale

Régime et valorisation du domaine public

COMMENT GÉRER ET VALORISER AU MIEUX LE DOMAINE PUBLIC

Connaître la composition du domaine public

- Identifier les critères d'appartenance d'un bien immobilier au domaine public
- Connaître les définitions générales et sectorielles du domaine public ainsi que les mécanismes d'extension du régime de la domanialité publique
- Tout savoir sur le domaine public mobilier
- Connaître les règles d'incorporation d'un bien dans le domaine public

Quels sont les principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité

- Faire le point sur le régime de sortie d'un bien du domaine public
- Définir les servitudes sur le domaine public

Intégrer les principes fondamentaux de l'occupation privative du domaine public

- Connaître les principes généraux de l'occupation privative du domaine public
- Comment déterminer la redevance d'occupation domaniale
- Quelles sont les règles de passation des conventions d'occupation temporaire : la problématique de la mise en concurrence des occupants du domaine public
- Quels sont les risques de requalification des conventions d'occupation
- Connaître le cas des fonds de commerce sur le domaine public
- Quels sont les droits de l'occupant sur les ouvrages qu'il réalise
- Quel est le régime des travaux réalisés par le gestionnaire domanial
- Connaître le processus de transfert des titres et la sous occupation du domaine public
- Maîtriser le régime de la fin des autorisations
- Quelle indemnisation en cas de résiliation anticipée
- Connaître le régime des occupants sans titre

Maîtriser les autorisations d'occupation constitutives de droits réels

- Identifier l'objet et le contenu des droits réels conférés à l'occupant
- Connaître les règles d'octroi des autorisations constitutives de droits réels : le contenu de la demande et les conditions de son instruction
- Tout savoir sur le transfert du titre d'occupation : les modalités de cession des titres d'occupation du domaine public constitutifs de droits réels

Le régime des baux emphytéotiques administratifs : champ d'application et contenu

Appréhender les autorisations d'occupations temporaires non constitutives de droits réels

- Connaître les spécificités des titres d'occupation non constitutifs de droits réels

Quelle valorisation du domaine public par la cession

- Les cessions d'immeubles par l'État et les collectivités territoriales
- La cession et l'échange entre personnes publiques
- Le cas de la cession sans déclassement préalable
- Les promesses de vente sous condition suspensive de déclassement

Comprendre le principe de circulation des biens du domaine public entre personnes publiques

- Faire le point sur les transferts de gestion
- Comprendre les superpositions d'affectations

Les modes de gestion des services publics locaux

Comprendre les enjeux du mode de gestion des services publics locaux

- La gestion des services publics
- La gestion intégrée/externalisée

Maîtriser les modes de gestion intégrées

- Intérêt et limites de la régie simple
- Pertinence et contraintes de la régie personnalisée

Connaître les différentes structures support du développement de la politique locale

- Présentation synoptique des différentes structures avec leurs avantages et inconvénients
- Critères d'arbitrage entre celles-ci

Anticiper les conséquences du choix du mode de gestion

- Contraintes juridiques
- Gestion des ressources humaines et statuts des personnels

Appréhender les modalités de mise en œuvre du mode de gestion

- La définition du lien contractuel support de l'activité de service public
- Les obligations éventuelles de mise en concurrence
- La gestion du transfert d'un service public

Analyser le cas spécifique de la SPL

Actualités juridiques des offices de tourisme

Les nouvelles obligations juridiques des Offices de tourisme

Le champ d'application du Code des Marchés Publics pour les OT

Les possibilités de bénéficier d'une TVA à taux réduit sur les publications

Le RGPD : impacts pour les OT et mise en œuvre du nouveau règlement

La réforme de la taxe de séjour :

- Le positionnement de l'OT dans la collecte de la taxe
- La taxation des hébergements non classés
- La collecte de la taxe par les plate-formes
- Le numéro d'enregistrement et le plafonnement à 120 jours de location : champ d'application et territoires concernés
- Les modalités de taxation d'office

Maîtriser les aspects juridiques de la commercialisation de produits touristiques

Module 1

Maîtriser le cadre légal et réglementaire de la commercialisation des forfaits touristiques, des services de voyage et des prestations de voyages liées : sur place et sur Internet (champ d'application)

Les opérateurs de voyages concernés et ceux exemptés

Les types de prestations touristiques : forfait touristiques, services de voyage et prestations liées

La zone géographique d'intervention (ZGI) : quelle limite ?

La procédure d'immatriculation :

- le registre d'Atout France
- La garantie financière
- La responsabilité civile professionnelle

Les règles fondamentales à respecter

- La responsabilité de plein droit de l'OT, sauf cas d'exonération ... et celle du client
- Les règles d'annulation, de cas de force majeure et de modification pour l'OT et le client
- Les obligations d'information, d'apporter de l'aide aux clients
- La cession du contrat de voyage
- Les assurances
- Le RGPD
- L'archivage des contrats
- Les réclamations et litiges : gestion amiable, médiation, judiciaire

Module 2

Savoir rédiger (ou mettre en conformité) les documents contractuels entre sa structure et le client : devis, formulaire d'information, contrat, voucher/bon d'échange, facture, billetterie....

Exemples et rédaction de modèles concrets

La mise en œuvre : Le vocabulaire adapté pour un rédactionnel contractuel conforme

- Organisateur, détaillant, point de vente, support durable ...
- Les formulaires d'information
- Les conditions particulières de vente (CPV)
- Le devis et/ou contrat
- La facturation et le régime de la marge de la TVA
- Le bon d'échange ou Voucher
- Le vocabulaire adapté pour un rédactionnel contractuel conforme

Bien choisir le montage contractuel en fonction de votre projet**POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES****Définir le projet et identifier précisément les contraintes de l'opération**

- Identifier les besoins et les enjeux du projet.
- Déterminer les principales contraintes : le financement, la durée et la maîtrise « politique » de l'opération par la collectivité.

Maîtriser les différents types de montages contractuels possibles

- Distinguer les grandes catégories de contrats publics et leurs limites.
- Connaître les principaux montages contractuels complexes (VEFA, BE, etc.).
- Envisager le recours aux SEM/SPL/SEMOP.

Déterminer les critères de choix entre les différents outils disponibles

- Différencier les contrats à objet exclusivement immobilier des contrats comportant des prestations de services.
- Identifier les critères pour choisir le montage contractuel le plus adapté au projet.

Choisir entre l'association, la régie, l'EPIC, la SEM et la SPL**POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES ORGANISATIONS DU SERVICE PUBLIC****Maîtriser les éléments distinctifs des différents outils opérationnels et leurs limites**

- Connaître les outils opérationnels permettant un meilleur contrôle public (Régie, EPIC et SPL).
- Identifier les outils les plus souples (Association et SEM).

Choisir entre les différents outils et connaître les précautions à prendre pour leur mise en œuvre

- Identifier les critères permettant d'arbitrer entre les différents outils disponibles.
- Prendre les précautions nécessaires à leur mise en œuvre de chaque outil.

Anticiper les conséquences d'un changement d'organisation

- Comprendre les incidences en termes de transfert de personnels et de moyens.
- Déterminer un rétroplanning opérationnel.

Transfert de personnels : anticiper la gestion des ressources humaines**TRANSFERT DE PERSONNELS ENTRE PERSONNES PUBLIQUES OU ENTRE CELLES-CI ET OPÉRATEURS PRIVÉS****Transférer des personnels entre personnes privées et personnes publiques**

- Transférer des personnels d'une personne privée une personne publique dans le cadre de la reprise d'une activité du service public : Champ d'application, procédure et conséquences
- Maîtriser le transfert de personnel dans le cadre d'une externalisation d'un service public : Gestion du personnel dans le cadre d'un marché public ou contrat de DSP.

Organiser le transfert du personnel entre personnes publiques

- Mutualiser les compétences dans le cadre d'une intercommunalité : Schéma de mutualisation, transfert de compétences/personnel, mise à disposition
- Mutualiser les services entre collectivités.

Accompagner le changement d'organisation

- Consulter les organismes représentatifs
- Déterminer un rétroplanning opérationnel.

COL 9 | 1/2 journée | 20 Octobre

Actualités juridiques sur les pouvoirs de police du maire**Introduction****Actualité juridique****Les différents types de police appliqués aux pouvoirs de police du Maire****L'objet et l'exercice du pouvoir de police : des exemples d'arrêtés...****Étendue des pouvoirs de police et les limites****Place des pouvoirs de police d'un maire dans une intercommunalité****Les mesures en pratique : écrits, exécution, contrôle, recours, responsabilité**

COL 10 | 1/2 journée | 24 Novembre

La responsabilité des élus locaux**La responsabilité des élus locaux et des collectivités**

- La responsabilité civile et administrative
- La responsabilité pénale et administrative

La protection des élus locaux et des collectivités

- La protection fonctionnelle des élus
- Les assurances des élus et des collectivités

COL 11 | 1/2 journée | 1^{er} Décembre**Les aides d'État****Introduction****Qualification juridique préalable à l'application du droit des aides d'État****Notions transversales****Aides à des associations ou à des entreprises****Qu'est-ce qu'une aide d'État****Aides existantes et Aides nouvelles****La compatibilité des aides d'État****Les risques encourus****Les aides d'État à ne pas notifier****Décisions récentes des juges français en droit des aides**

PROJETS & ENJEUX PUBLICS



Contact

WWW.PROJETS-ET-ENJEUX-PUBLICS.FR

WWW.ASEA-AVOCATS.COM

Par mail : cravellechapuis@asea-avocats.com

Par téléphone : 04 37 24 29 99